

Accord professionnel régional
HÔTELLERIE, RESTAURATION
(Corse)
(11 juillet 2007)

AVENANT N° 3 DU 29 JUIN 2011
À L'ACCORD DU 11 JUILLET 2007 RELATIF À LA COMMISSION PARITAIRE
NOR : ASET1151292M

PRÉAMBULE

Par délibération de l'assemblée territoriale de Corse en date du 28 octobre 2010, le collège salariés de la commission paritaire sociale des hôtels-café-restaurants a été appelé à être représenté au conseil d'administration de l'agence du tourisme de la Corse.

L'attention des organisations signataires réunies en assemblée le 15 décembre 2010 puis le 11 mai 2011 a été attirée sur le fait que certaines dispositions de l'accord collectif devaient être modifiées pour tenir compte de cette situation et répondre aux éventuelles évolutions institutionnelles.

Par délibération prise à l'unanimité des organisations présentes le 11 mai 2011, il a été décidé d'engager la procédure de révision prévue à l'article XII de l'accord collectif sectoriel régional tel que modifié par avenants n° 1 et n° 2.

C'est ce pourquoi le présent avenant a été conclu.

Article 1^{er}

Objet de l'accord

L'article 4.4 de l'accord collectif du 11 juillet 2007 tel que modifié par avenant n° 1 est complété comme suit : « ceci pouvant aller jusqu'à siéger au sein desdites instances lorsqu'elle y est appelée statutairement ; ».

Un article 10.5. est ajouté à l'accord collectif du 11 juillet 2007 tel que modifié par avenants n° 1 et n° 2 :

« Les délégués du collège salariés désignés par leur collège pour siéger en qualité de titulaire ou de suppléant dans d'autres instances que la commission bénéficient des dispositions 10.1 à 10.4 ci-dessus. »

Article 2

Extention de l'avenant n° 3

Les organisations signataires sollicitent l'extension du présent accord prévue aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 3

Notification. – Dépôt de l'accord

Une copie du présent accord est notifiée aux organisations syndicales non signataires par courrier recommandé avec avis de réception.

Ces dernières bénéficient du droit d'opposition dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 2231-8 et suivant du code du travail.

Le présent accord est établi en huit originaux dûment paraphés et signés dont un exemplaire est adressé en recommandé avec avis de réception à chacune des organisations signataires.

Le présent accord est déposé, au terme du délai d'opposition et en l'absence d'opposition d'organisations majoritaires, en vue de son enregistrement, conformément aux dispositions du décret n° 2006-568 du 17 mai 2006.

Le présent accord est établi en trois exemplaires originaux dûment paraphés et signés dont :

- un exemplaire destiné à l'enregistrement par la direction générale du travail ;
- un exemplaire destiné à l'enregistrement par le greffe du conseil des prud'hommes du lieu de conclusion ;
- un exemplaire destiné à la commission paritaire.

Un dépôt supplémentaire est effectué sur support informatique auprès de la direction générale du travail ainsi que du conseil des prud'hommes du lieu de conclusion.

Fait à Corte, le 29 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UMIH Corse ;
CGPME Corsica ;
MEDEF Corsica.

Syndicats de salariés :

STC ;
CFTC Corse ;
CGT Corse ;
CGT-FO de la Corse-du-Sud ;
CGT-FO de la Haute-Corse.